COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 5 AVRIL 1980 — N°64 — PRIX : ANTILLES 2F, FRANCE 3 F

REJETONS LES ARGUMENTS COLONIALISTES! CONSTRUISONS LE PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE !

Pour justifier la présence française aux Antilles et dans les autres prétendus DOM, les colonialistes français ont l'habitude d'invoquer les résultats des élections qui, disent-ils, ont porté trois députés de droite à l'assemblée nationale en Guadeloupe et deux en Martinique. Ils allèguent une opinion qui se serait ainsi clairement manifestée en faveur du statut colonial dit de «départementalisation».

Mais ces arguments sont cousus de fils blancs. D'abord parce que les élections, si elles reflètent souvent une opinion à un moment donné, ne peuvent de toute façon trancher un problème politique définitivement et à plus forte raison un problème aussi vital que celui du statut des prétendus Départements d'Outre-Mer.

Mais ce qui est plus révélateur de l'hypocrisie des gouvernements colonialistes c'est le peu de cas qu'ils font de la dite opinion électorale quand elle leur est défavorable. En bonne logique électorale, la Guadeloupe et la Guyane, ainsi que certains Territoires d'Outre-Mer, auraient dû être depuis longtemps autonomes ou indépendants puisque à plusieurs reprises, les autonomistes ont eu la majorité aux conseils régionaux et généraux de ces pays. Et qui plus est, les députés ont souvent été en majorité des députés autonomistes.

Il y a eu même des votes formels en Guyane réclamant l'autonomie et cela n'a jamais incité le gouvernement à reconnaître les aspirations qui se manifestaient de cette façon.

Suite page 2

Editorial

DERRIERE LA GUERRE CIVILE AU TCHAD : L'IMPERIALISME FRANÇAIS.

Depuis plus de quinze jours, la capitale du Tchad, N'djamena, est le théâtre de violents affrontements. Les troupes armées les plus importantes qui s'affrontent sont : d'une part celles de Goukouni Oueddei, l'actuel président de la république, et d'autre part celle de Hissène Habré, ministre de la Défense. Mais d'autres bandes moins importantes prennent une part plus ou moins active aux affrontements. C'est le cas de celle du vice-président, le colonel Kamougué et du FAC, troupes coalisées, dirigées par trois personnalités pro-lybiennes.

Après une semaine de combat, on pouvait dénombrer plus de 1.000 morts dans la capitale. Celle-ci, suivant les témoignages serait complètement détruite.

Ordre a été donné aux 1.100 militaires français stationnés au Tchad de ne pas intervenir sauf pour rapatrier les 700 blancs qui sont installés dans le pays. Là est la position officielle de la France, mais rien ne dit qu'elle n'aide pas en secret un des camps. De toutes les façons, cette neutralité apparente ne peut pas masquer que la responsabilité de cette situation, incombe au gouvernement français.

Le gouvernement français a toujours encouragé les divisions politiques et religieuses au Tchad. Durant la période coloniale, il a opposé les tribus entre elles pour mieux asseoir sa domination. Et quand les chefs d'état étaient incapables de mâter les révoltes, la France a fait appel à d'autres dirigeants politiques. C'est ainsi qu'après avoir combattu Hissène Habré et Goukouni, pour soutenir Malloum, elle s'est retournée vers Hissène Habré. Mais elle n'a pas complètement écarté les autres candidats dictateurs. Mieux, elle a essayé de les associer dans une dictature collective. Le problème est que la dictature ne souffre pas le partage. C'est un pouvoir qui s'exerce seul. Dès le premier jour du gouvernement d'union nationale, la lutte était engagée en son sein, entre les différentes fractions. Cette lutte débouche aujourd'hui sur une guerre civile.

Face à cette guerre, le gouvernement français semble avoir une attitude neutre. Cette attitude s'est illustrée par la déclaration suivante de Giscard : «Il faut laisser les Tchadiens se mettre d'accord entre eux». Peut être le gouvernement français ne veut-il pas prendre le risque de dresser contre lui une quelconque des différentes tendances en intervenant ? Peut-être aussi a-t-il choisi de laisser les combats se dérouler jusqu'à ce que le meilleur dictateur se dégage ? Toujours est-il que l'impérialisme français est partie prenante dans cette affaire. Et ce sont les pauvres, les opprimés du Tchad qui servent de chair à canon.

FORT-DE-FRANCE : CANTONALES PARTIELLES
UNE DEFAITE CINGLANTE DES CANDIDATS COLONIALISTES

Le deuxième tour des élections partielles du 4ème canton de Fort-de-France a vu la victoire de Claude Lise, candidat du PPM sur Joë Sainte-Rose, candidat de l'UDF. Lise l'a emporté avec 2602 voix contre 1956 voix à Sainte-Rose.

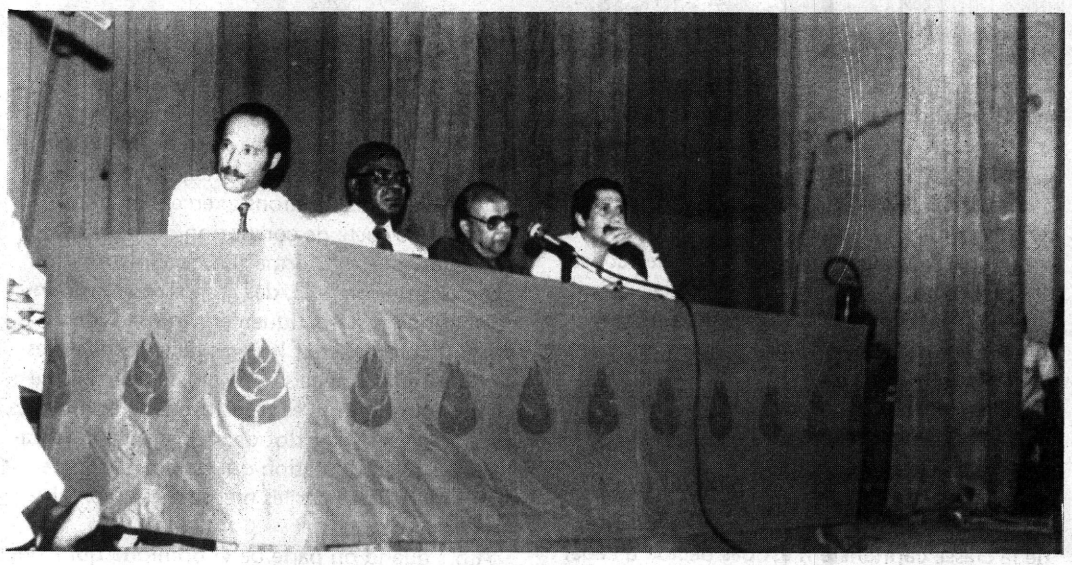
La victoire du candidat du PPM est d'autant plus nette quand on compare l'évolution du scrutin entre les deux tours. En effet, le pourcentage des votants passe de 38 à 42 %, soit environ 450 votants supplémentaires. La quasi totalité de ces voix vont à Claude Lise qui passe de 2200 à 2602 sufrages.

Par contre, avec 1956 voix, Sainte Rose refait le nombre total de toutes les voix du premier tour. Il ne progresse donc pas, malgré la campagne acharnée contre l'indépendance et le séparatisme qu'il a menée.

Par ailleurs, la droite essaie de tirer parti du très fort taux d'abstention constaté. Mais ces messieurs font semblant d'oublier que le taux est à peu près le même qu'en 1976, et donc que l'électeur n'a pas voté moins aujourd'hui qu'il y a 4 ans. Et on ne peut en tirer de conclusions supplémentaires, car le pourcentage de votants du 4ème canton est à peu près identique à celui des autres cantons de la Martinique en 1976. En fait, le pourcentage d'abstentions est toujours très élevé aux Antilles, et la seule conclusion que l'on peut tirer c'est que cette élection n'a pas présenté moins d'intérêt pour les électeurs que les autres !

En réalité, il s'agit d'une défaite cinglante pour la droite sur le plan électoral. Elle avait fait de cette élection partielle un véritable référendum pour ou contre l'indépendance, surtout après les récentes déclarations d'Aimé Césaire sur l'inéluctabilité de l'indépendance aux Antilles. Le terrain ne lui était pas défavorable : en 1976, la distance entre Valcin, représentant le RPR et Régis du PPM était de 400 voix. De plus, la droite comptait sur le trouble éventuel qu'aurait jeté la démission de Régis de son poste pour gagner une partie des électeurs du PPM.

Eh bien, malgré toutes ces données favorables, les candidats procolonialistes ont été vaincus, et même l'écart entre la gauche et la droite s'est encore creusé et est de près de 650 voix !



De g.à dr. Claude Lise, Césaire, Darsières

Une fois de plus la droite a voulu jouer au chantage à la «sécession» et a spéculé sur la peur de l'indépendance. Elle en a été pour ses frais.

JEUNES DE SCHOELCHER :
LA JUSTICE COLONIALE NE FAIT PAS DE CADEAU

L'affaire des jeunes de Schœlcher aura connu son dénouement avec le verdict rendu par la Cour d'Appel de Fort-de-France. Celle-ci a aggravé un certain nombre de condamnations, transformant 3 peines de prison avec sursis à des peines d'emprisonnement ferme couvertes cependant par les 3 mois de prison préventive accomplis par les 6 jeunes entre Avril et Juillet 79. Par contre, pour l'un des jeunes, la peine de prison ferme est transformée en prison avec sursis, un autre demeure acquitté, et pour le sixième, il y a sursis à statuer, c'est-à-dire que l'on ne prononce pas encore le jugement.

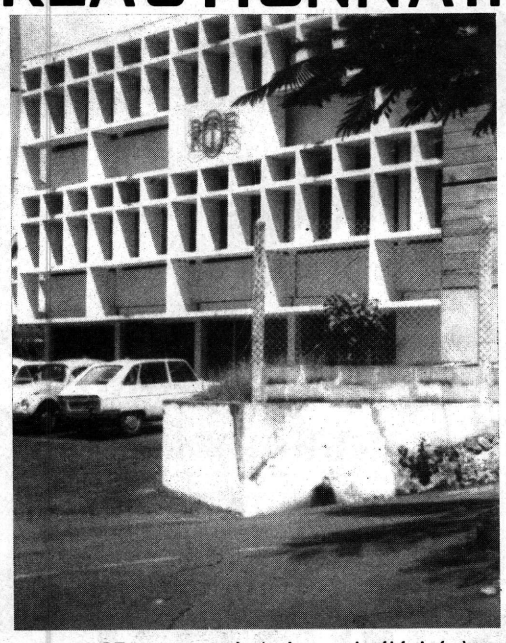
Il s'agit donc là qd'un jugement sévère, plus sévère en tout cas que le verdict rendu le 30 novembre lors de la première audition du procès. A cette époque, le Procureur de la République avait fait appel «a minima», c'est-à-dire qu'il estimait que les peines infligées n'étaient pas suffisantes !

Rappelons que la justice coloniale s'était abattue contre ces jeunes qui s'étaient rendus coupables d'avoir riposté aux coups portés par des militaires français à l'un d'entre eux. Ces 2 militaires, connus de tous (leurs noms avaient été divulgués dans la presse) n'ont nullement été inquiétés. Par contre, ce sont les jeunes que l'on a trainés dans la boue et insultés par l'intermédiaire de «France-Antilles», en les présentant comme de dangereux voyous et des voleurs ! Arrêtés pour la majeure partie d'entre eux en Avril, ils restèrent enfermés pendant 3 mois à la Maison d'Arrêt de Fort-de-France.

C'est alors que survint la mort de l'un des jeunes, Philippe Chloë, trouvé pendu dans sa

suite page 4

FR3 GUADELOUPE : LA CHRONIQUE D'EDOUARD SABLIER UNE NOUVELLE EMISSION TELEVISEE REACTIONNAIRE



Jeudi 27 mars, après le journal télévisé de 19h30, on aurait pu croire que la droite réactionnaire de ce pays avait organisé une émission pirate en réponse à la déclaration de Césaire sur l'indépendance de la Martinique, tant le passage de «la chronique d'Edouard Sablier» à la télévision surprenait.

Il ne s'agissait nullement de cela mais d'une nouvelle serie d'émissions présentées par FR3 Guadeloupe. Edouard Sablier intervenait donc dans le cadre «normal» des émissions programmées par le colonialisme français qui sévit sur les ondes à et à la télévision par l'intermédiaire de FR3 Guadeloupe.

Cet homme, déjà connu pour les chroniques de politique internationale qu'il distille chaque matin à la radio, anti-communiste borné, anti ouvrier, réactionnaire prêt à soutenir les dictatures les plus sanglantes au nom d'une certaine-idée-de-la-grandeur-et-de-la-liberté-occidentales, est un parfait support du pouvoir colonial.

Lors de sa deuxième apparition sur les écrans de télévision, le thème de la chronique d'E. Sablier était la déclaration faite par Césaire au journal français Paris-Match sur l'indépendance inéluctable de la Martinique.

D'un ton mi-moralisateur, mi-menaçant, le chroniqueur a adressé une mise en garde aux populations des Antilles. Et prenant de nombreux exemples parmi les anciennes colonies des pays européens actuellement indépendantes, et qui se débattent souvent dans des problèmes inextricables, il a menacé les populations d'être, à leur tour, plongées dans la nuit noire de la misère et de l'isolement, si jamais elles se détachent de la France. . .

La population laborieuse des Antilles n'a aucune leçon d'histoire à recevoir. Surtout d'un homme comme lui qui jusqu'à la dernière minute a soutenu, envers et contre tous, le régime sanguinaire du Shah d'Iran contre toute une population révoltée (pour ne citer que ses commentaires politiques les plus récents)

Quant à la direction de FR3 qui a (soi disant) tant de difficultés à placer une émission locale dans ses programmes, qui jusqu'à présent refuse de donner la parole ni régulièrement, ni même lors d'évènements importants aux organisations et partis politiques locaux, elle montre ouvertement aux ordres de qui elle se trouve.

Cette émission d'Edouard Sablier, c'est une nouvelle insulte faite par la direction de FR3 Guadeloupe à la population, aux téléspectateurs. Car, non seulement cet homme est un fieffé réactionnaire mais de plus il intervient comme on l'a vu la semaine dernière directement sur la politique locale, alors même que la population et ses organisations sont muselées.

Marianne TIBUS

TOUR BELLEVUE (GRAND CAMP) LES LOCATAIRES POURSUIVENT LEUR ACTION

Les locataires de la Tour Bellevue à Grand Camp refusent toujours de signer le nouveau bail que leur propose la société HLM.

Rappelons que la S.A. HLM veut leur imposer une hausse annuelle de 20 %.

A une délégation de locataires que les dirigeants de cette société et un administrateur avaient accepté de rencontrer dans le courant du mois de mars, la réponse suivante dut donnée : «ces augmentations sont dues au déficit que connait la société».

Se livrant à un véritable chantage, les responsables du HLM déclarèrent que si les locataires persistaient dans leur refus, c'est à la survie même de la société qu'ils portaient atteinte et par voie de conséquence à l'emploi du personnel.

Autant dire que les locataires de la Tour ne se sont pas laissés prendre à ce chantage et qu' ils sont plus décidés que jamais à poursuivre leur action pour «pas un centime d'augmentation».

Si déficit il y a, cela ne nous regarde pas, disent-ils.

En cela, ils ont raison. Il serait bon que dans d'autres cités, les locataires qui subissent des hausses de loyer importantes en fassent autant.

REJETONS LES ARGUMENTS COLONIALISTES CONSTRUISONS LE PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

suite de la page 1

Alors le pouvoir a mis en avant d'autres arguments pour refuser d'en tenir compte. Et il en sera toujours ainsi, quels que soient les résultats des consultations électorales.

L'un des arguments que le pouvoir et ses défenseurs départementalistes opposent aux anti-colonialistes c'est que même lorsque les consultations électorales sont favorables à ces derniers elles ne traduisent pas une volonté autonomiste ou indépendantiste ! Mais simplement un mécontentement social.

Mais qui permet au pouvoir de traduire à sa façon ce que signifie le vote des populations de nos pays ?

Ces arguties montrent une chose bien claire, c'est que le pouvoir colonial, en bon pouvoir de la classe capitaliste n'est pas décidé à céder de bon gré la place à quiconque. Et pas plus avec 80 % qu'avec moins de suffrages électoraux contre lui. La seule forme d'expression devant laquelle il cédera c'est l'expression violente du mécontentement et l'explosion de colère de ceux qui en ont assez de sa domination.

Mais même si on se plaçait sur le plan électoral, le pouvoir n'accepterait jamais le défi de laisser s'exprimer librement l'opinion réelle de la population des Antilles et autres DOM TOM. Il aurait trop peur que des élections et une campagne d'explication des anti-colonialistes ne provoquent un raz de marée de mécontentement clairement exprimé contre lui.

Lorsque le pouvoir invoque l'opinion affirmée lors des dernières élections législatives, il commet une forfaiture intellectuelle. Car il sait bien que ces consultations sont truquées. Il n'y a qu'à voir le taux élevé d'abstentions lors de chaque élection. Que pense cette majorité du peuple qui s'abstient ? Que pensent ces dizaines de milliers de travailleurs qui sont contraints de vivre en France ? On n'a jamais décompté à part leurs votes ou leurs abstentions.

Parlons aussi des conditions dans lesquelles se déroulent les consultations électorales.

Par bien d'autres côtés elles sont truquées.

Par la corruption qui prend sa source dans la grande misère des populations. Corruption privée ou officielle : car le pouvoir en accordant certaines parties d'avantages sociaux juste à la veille des élections exerce à grande échelle une sorte de corruption d'électeurs. Il y a le manque d'information ou l'information abrutissante orientée, des grands moyens d'informations systématiquement utilisés contre les anti-colonialistes. Il s'agit de la grande presse, du magnat français de la presse, Hersant de France Antilles, qui se transforme en agent électoral déversant son flot de propagande colonialiste sur une population qui est ainsi littéralement matraquée par les mensonges colonialistes.

Alors quand on parle de «l'opinion» qui a définitivement choisi de «rester française» il y a de quoi se moquer.

Mais cette attitude de la bourgeoisie coloniale française n'a rien d'étonnant. Les colonialistes ne reconnaissent jamais la nécessité de quitter leurs colonies. Et particulièrement la variété française du colonialisme : la plus têtue, la plus bête et la plus acharnée à vouloir s'opposer ouvertement aux aspirations nationales des peuples qu'elle domine encore ou qu'elle a dominés.

Que peut-il se passer d'autre aux Antilles que dans d'autres colonies françaises. Celles-ci vont se révolter contre le pouvoir colonial français. Et il faut être stupide comme la bourgeoisie colonialiste pour croire à une autre issue.

Pour notre peuple, le vrai problème qu'il faut discuter et résoudre aujourd'hui, ce n'est pas si l'indépendance va se réaliser ou pas, ce n'est pas comment s'attaquer aux Français ou aux Blancs, c'est comment nous préparer à l'Indépendance. Le vrai problème c'est comment nous organiser pour aborder cette Indépendance que de toute façon nous arracherons n'en déplaise aux Dijoud et autres adjudants coloniaux.

Et particulièrement le problème est posé à la classe ouvrière. Les travailleurs ont la possibilité de donner à l'indépendance future un caractère tout à fait populaire s'ils participent eux-mêmes à la direction de la lutte.

N'y aurait-il pas parmi les dizaines de milliers d'ouvriers de Martinique-Guadeloupe et de l'émigration quelques milliers d'entre eux prêts à s'éduquer, à se former et prêts à s'organiser pour constituer un nouveau Parti Révolutionnaire, ouvrier celui-là ?

N'y aurait-il pas assez de dévouement, d'intelligence et d'héroïsme dans cette classe ouvrière antillaise qui a mené tant d'âpres batailles dans un passé éloigné ou récent ?

Nous, révolutionnaires de Combat Ouvrier, nous croyons profondément à la capacité de lutte des ouvriers. Et c'est à ces ouvriers qui voudraient que l'avenir ne se fasse pas sans eux que nous nous adressons. Il est indispensable de construire un PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE. Car seul un tel parti offrira aux pauvres la garantie que l'Etat indépendant de Guadeloupe et Martinique ne sera pas un Etat de riches et de privilégiés. Il faut préserver pour l'avenir les intérêts des couches pauvres.

Alors que les ouvriers qui réfléchissent à ces questions s'engagent dès aujourd'hui dans la tâche de construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire. C'est une tâche qui vaut la peine de s'y consacrer pleinement.

Claude ROCHA

A PROPOS DU DANGER "CUBAIN" EN MARTINIQUE: LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS FAIT MINE D'IGNORER LA COLERE DES MARTINIQUAIS

Stirn, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, ancien secrétaire d'Etat aux DOM TOM, vient de rendre visite à Fidel Castro. Comme le font tous les représentants du gouvernement ainsi envoyés en visite dans un pays du Tiers Monde, Stirn est allé défendre les intérêts de capitalistes français susceptibles de s'enrichir en traitant avec ce pays. Stirn est d'ailleurs reparti avec des contrats commerciaux ainsi qu' avec l'accord que des firmes françaises pourront prospecter et exploiter des gisements cubains d'or et de pétrole.

Bien évidemment à l'occasion de ce voyage officiel, Stirn se devait de revenir sur les déclarations de son collègue aux DOM TOM, Dijoud qui avait accusé Fidel Castro d'apporter «un appui financier et politique aux indépendantistes de la Martinique». Que Dijoud voie en l'existence même de Cuba un danger pour la domination coloniale de la France aux Antilles n'est pas surprenant. Pour beaucoup aux Antilles, la révolution cubaine constitue un exemple à suivre: Les déclarations et la lutte économique sans pitié des Etats Unis contre Cuba ont contribué à cela. Mais de là à voir une «menace de destabilisation par l'action castriste de la situation politique en Martinique» Dijoud veut rire.

Le procédé qu'il emploie consiste à déceler partout où il y a lutte, contestation du régime en place, «l'action étrangère». Dijoud n'invente rien. En mai 68 en France, alors que 13 millions de travailleurs étaient en grève contre leurs mauvaises conditions de travail et les bas salaires, le gouvernement français criait à «l'action de l'étranger». Ce raisonnement est aussi utilisé lorsqu'il s'agit de soutenir une dictature amie. Ainsi, après le soulèvement à Gafsa, alors même que quinze condamnations à mort ont été prononcées, toutes contre des Tunisiens, le gouvernement français avait dénoncé une «attaque lybienne» contre le dictateur Bourguiba.

Non, le gouvernement français ne veut pas admettre que les opprimés d'un pays se décident eux mêmes à lutter. L'«intervention étrangère» lui donne un prétexte pour envoyer des troupes. Craint-il qu'en France certains s'insurgent contre le fait qu'il réprime sauvagement une population qui en Martinique ou en Guadeloupe se battrait pour un juste droit? Alors il cherche un alibi. A l'écouter, les képis rouges, les gardes-mobiles seraient envoyés contre les Cubains.

Les travailleurs de Martinique qui ont subi la fusillade de Chalvet en 74, ceux de Guadeloupe qui ont connu les meurtres par l'armée en mai 67 savent que c'est contre eux que le gouvernement avait lâché ses bandes armées. Ils savent aussi que c'est d'abord leur lutte que le gouvernement combat et que les Cubains sont avant tout pure invention des politiciens comme Dijoud

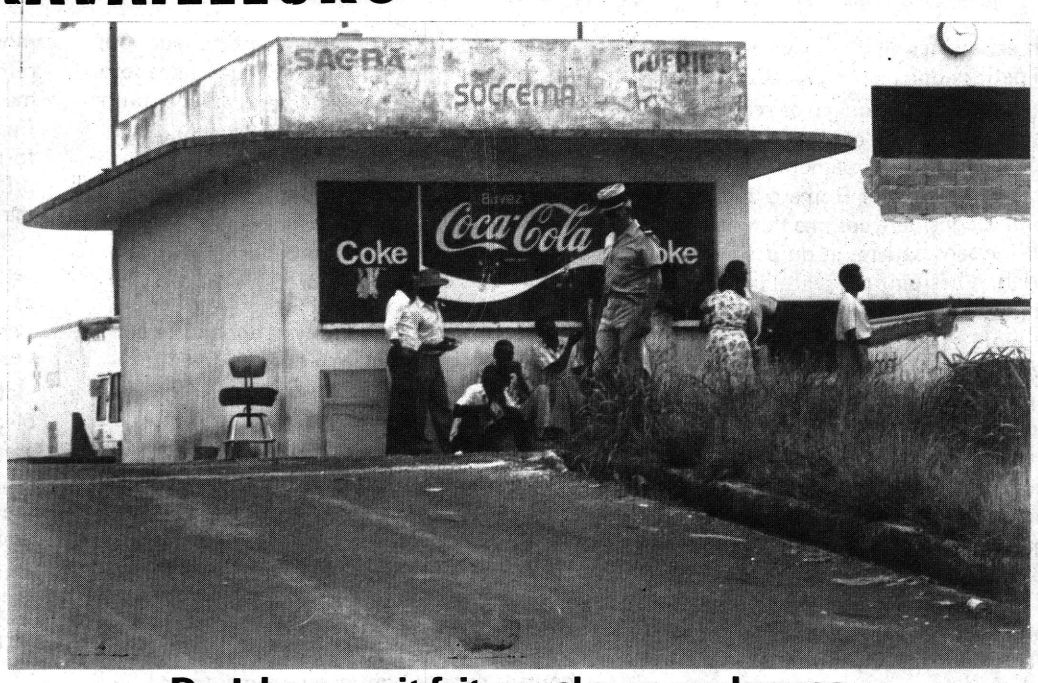
Noël CANTIUS

FIN DE LA GREVE A COCA-COLA
VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

La grève des employés de Coca Cola pour une amélioration de leurs conditions de travail aura duré plus d'une semaine. Elle avait commencé le 14 mars et tout de suite les travailleurs de Coca Cola avaient bloqué l'entrée de l'usine avec des camions et installé un piquet de grève. C'est ainsi qu'ils répliquaient aux manœuvres du patron qui essayait de pousser une partie du personnel à reprendre le travail.

Cette grève s'est terminée par un recul de De Jaham et une victoire pour les travailleurs. Ils réclamaient un salaire minimum de 2.400 Frs. Ils ont obtenu 2.300 Frs pour les hommes et 2.105,40 Frs pour les femmes. Rappelons qu' avant la grève, les manœuvres affectés à la surveillance des machines embouteilleuses gagnaient 1.720 Frs, de même que ceux du tri des bouteilles. Les chauffeurs, quant à eux, ne touchaient pas le SMIC et pour arrondir leur fin de mois, ils ont une prime de rendement dont le montant dépend du nombre de casiers de limonades vendus. Cette prime était de 0,20 Frs par casier jusqu'à 3.000 casiers, de 0,30 Frs à partir de 3.000 jusqu'à 4.000, ainsi de suite.

Ces chauffeurs se voyaient donc dans l'obligation de faire de nombreuses heures de travail supplémentaires pour essayer d'augmenter leur paye.



De Jaham avait fait appel aux gendarmes pour intimider les travailleurs

Maintenant, ils ont obtenu que leur salaire de base soit payé au SMIC. La prime de rendement est maintenue et ils ne sont plus obligés de travailler le samedi comme c'était le cas avant la grève.

Au total, c'est une victoire qu'ont remporté les travailleurs contre un patron de combat raciste et méprisant.

BAIMBRIDGE: LA GREVE EST ARRETEE, MAIS RIEN N'EST RESOLU

La grève des élèves de la cité scolaire de Baimbridge s'est terminée le jeudi 27 mars.

Suite à la réunion du mardi 25 à la préfecture et à la décision de renvoyer le problème du transfert du LEP commercial devant le conseil économique et social et le conseil régional, les dirigeants de la grève, comité d'action et l' UNEEG ont décidé de le suspendre.

Sans la moindre consultation des élèves et en particulier de ceux du LEP, les principaux concernés.

Le mouvement qui avait pris une ampleur considérable du fait du mécontentement de la jeunesse face à la politique coloniale s'est donc achevé sans que rien ne soit réglé.

Il faut dire que la grande masse des élèves commençait à se désintéresser de l'action et qu'une certaine lassitude apparaissait chez nombre d'entre eux. Désintérêt et lassitude dus en grande partie à la façon dont le mouvement était mené, par le comité d'action UNEEG c'est à dire de manière anti-démocratique.

En dépit de tout cela et vu la force que le mouvement a revêtue, la grève pourrait reprendre d'un moment à l'autre.

Aussi, il sera important que les élèves, en particulier ceux du LEP aient le contrôle entier de leur mouvement et qu'ils ne laissent personne décider à leur place.

Ils se placeront ainsi dans de meilleures conditions pour gagner.

POURQUOI LES NATIONALISTES MONTRENT DU POING SUR LEUR GAUCHE

Lors des mouvements des lycéens de ces dernières semaines, on a vu les nationalistes de l'UNEEG et de l'UPLG déployer une hargne particulière à l'égard de tous ceux qui contestaient leur autorité et l'orientation qu'ils donnaient aux luttes lycéennes.

Les nationalistes sont intervenus physiquement pour s'opposer à la présence de banderolles du Comité Lycéen Révolutionnaire et des LEP. Ils décrètèrent simplement que ces banderolles ne devaient pas être là. Et c'est ainsi qu'on vit des nationalistes venus de l'Université de Fouillole s'attaquer violemment aux lycéens regroupés derrière ces banderolles.

Outre ces attaques physiques, il y eut aussi un déferlement verbal de mensonges, d'injures et de calomnies contre les lycéens du Comité Lycéen Révolutionnaire mais aussi contre des camarades de Combat Ouvrier.

Les nationalistes ne s'embarrassent ni de procédés démocratiques, ni de respect de la vérité, ni du plus élémentaire respect des êtres humains.

Ils considèrent les lycéens aujourd'hui, hier, les ouvriers agricoles et les paysans comme de simples instruments de leur politique nationaliste. Qu'il s'agisse de l'UNEEG, de l'UTA ou du SGEG, toutes ces organisations sont autant d'instruments manipulés par les nationalistes pour les besoins de leur politique.

Que des nationalistes fassent de la politique n'a rien d'étonnant. C'est leur droit. Là où résident la malhonnêteté et le danger pour les travailleurs c'est quand ces nationalistes se déguisent en apolitiques et interdisent à d'autres de s'exprimer au nom de l'apolitisme.

Cela aboutit tout simplement à empêcher d'autres opinions que les opinions nationalistes de s'exprimer. Pendant la lutte lycéenne, l'un des arguments de l'UNEEG contre le CLR c'était : «Vous faites de la politique». Comme si l'UNEEG patronnée et créée par l'UPLG n'en faisait pas !

Il faut combattre cette attitude des nationalistes. Car elle aboutit à priver les travailleurs de toute possibilité d'éprouver la justesse des idées avancées par les partis politiques anti-colonialistes. L'UPLG a décidé qu'elle était, une fois pour toutes, l'organisation du «peuple guadeloupéen».

Nous, pour notre part, nous ne reconnaissons pas de droit particulier à l'UPLG d'être «l'organisation du peuple» dans son entier et nous appelons les travailleurs à constituer leur propre parti de classe. L'UPLG représente la petite bourgeoisie anticolonialiste guadeloupéenne, (ou en tout cas une partie d'entre elle), mais elle ne peut absolument pas représenter les intérêts de la classe ouvrière. On ne peut pas être le parti de plusieurs classes à la fois.

Pourquoi l'UPLG-UNEEG frappe t-elle avec tant de hargne sur sa gauche ? Pourquoi à chaque évènement politique ou social où nous sommes en présence des nationalistes, ceux ci cherchent par tous les moyens le plus crapuleux à nous empêcher et d'agir et de nous exprimer ? Tout simplement parce que nous et toute autre tendance existant en dehors de l'UPLG et se réclamant de la classe ouvrière, nous représentons pour cette classe ouvrière, en cas de montée du mécontentement, la possibilité de s'organiser autour d'un autre drapeau, d'un autre programme que celui des nationalistes. Et ceux-ci savent si bien que les leurs ne sont pas ceux de la classe ouvrière qu' ils font tout pour que celle-ci n'ait même pas la possibilité de reconnaitre ou de trouver sur son chemin le programme socialiste révolutionnaire.

Ce qui a déplu aux nationalistes dans les récentes luttes lycéennes c'est que des lycéens ne se soient pas contentés de suivre les directives de l'UPLG-UNEEG, mais ont affirmé leurs propres vues sur le mouvement, sur sa direction et qui plus est l'ont fait en se proclamant «révolutionnaires» et solidaires des idées de la classe ouvrière. C'est cela aussi qui fait rugir les nationalistes. Car ils ne peuvent admettre que des petits-bourgeois «traitres à leur propre classe» affirment leur volonté de rejoindre les aspirations et le programme de la classe ouvrière.

Mais il faudra bien que ces messieurs de l'UPLG s'accommodent de cela, tout comme ils devront s'accommoder de la propagande des idées socialistes révolutionnaires parmi les travailleurs. Rien, ni personne n'a jamais réussi à détruire une idée juste. Les mensonges et les menaces, pas plus que les procédés hérités du plus pur stalinisme des nationalistes, n'y réussiront pas davantage.

M. THORIL

ABYMES : PLUSIEURS CENTAINES DE JEUNES AU RALLYE DE LA JEUNESSE

C'est le dimanche 30 mars que la Maison des Jeunes et de la Culture des Abymes et diverses autres associations de jeunes de la commune organisaient un rallye de la jeunesse à Fond Bambou.

Plusieurs centaines de jeunes et de moins jeunes y participèrent.

Dans la matinée, des commissions regroupant les membres de chaque association s'étaient réunies pour l'étude de différents thèmes : Situation économique de la Guadeloupe, les conséquences sociales de la situation économique, et en fin la situation politique.

L'après-midi devait être consacrée au rapport établi par chaque commission.

Plus tard, dans l'après-midi, une fête était organisée avec des groupes artistiques. Tout cela étant agrémenté de la présentation et dégustation de spécialités culinaires locales.

Différents panneaux indiquaient le point de vue de la MJC sur la culture, sur l'histoire, etc...

En définitive, l'initiative prise est intéressante et permettait à de nombreux jeunes de discuter de leurs problèmes.

Toutefois, l'on peut regretter que les associations organisatrices n'aient pas cru bon de laisser un temps de parole aux organisations invitees et qu'elles aient ainsi privé les participants à la fête de faire le lien entre la situation économique et sociale décrite et les solutions politiques avancées par chaque organisation.

ECHOS DES ENTREPRISES

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P MANQUE DE THERMOMETRES

DE LA NEGLIGENCE «AU PLUS HAUT DEGRE»

Politique «d'austérité», ou tout simplement négligence ? La plupart des services manquent cruellement de thermomètres. C'est ainsi que dans un service, il n'y en avait que huit pour quarante malades !

Il est facile d'imaginer le surcroit de travail pour les aides soignantes, obligées de faire un travail «à la chaine» pour placer leur thermomètres, qui n'ont vraiment pas le temps de refroidir.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P LA DIRECTION NOUS FAIT MARCHER

Durant cette quinzaine deux travailleurs ayant eu un accident de travail se sont heurtés à des tracasseries administratives avant de recevoir les premiers soins.

Ils avaient consulté un interne et l'administration n'accepte pas les ordonnances de ces derniers lorsqu'il s'agit de nous.

Décidément, que nous soyons en bonne santé ou que nous soyons malades, toutes les occasions sont bonnes pour l'administration pour nous emm.....

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P DES VOLEURS ANONYMES ECRIVENT A BINDAULT

La semaine dernière, au cours d'une réunion des responsables de la cuisine, l'économe, monsieur BINDAULT, a accusé une travailleuse d'emporter des aliments qu'elle vendrait sur le marché.

Mais, pas très courageux, monsieur Bindault s'est appuyé sur une soi disant lettre anonyme qu'il aurait reçue. Toutes les occasions sont bonnes pour trouver des voleurs à la cuisine.

De là à ce que monsieur BINDAULT ou l'un des siens entende des voix ou un «zombi» qui lui dise que nous détournons des aliments, il n'y a pas loin.

A croire qu'il y en a à qui profite la rumeur selon laquelle les travailleurs de la cuisine sont tous des voleurs.

USINES A SUCRE : BEAUPORT, A QUAND LE REFECTOIRE ?

A l'usine Beauport, l'hygiène, les patrons ne connaissent pas.

C'est ainsi que rien n'est prévu pour permettre à ceux qui travaillent au delà de midi de prendre leur repas.

C'est bien souvent sur un feu de fortune que les travailleurs font réchauffer leur repas.

Pour boire, les ouvriers ne disposent que des robinets situés à l'extérieur de l'usine.

Alors faudra t-il que les travailleurs se fâchent pour que les patrons de Beauport se décident à mettre un réfectoire à leur disposition ?

GROSSE - MONTAGNE : LES ESCLAVES DES TEMPS MODERNES

A l'usine de Grosse Montagne, les travailleurs mécaniciens ou chargés de l'entretien (industrie et garage) travaillent huit jours sur huit. Ils n'ont donc pas un seul jour de repos dans la semaine.

Cela constitue un scandale criant en plein 20ème siècle !

Non seulement c'est contraire à la loi, mais c'est tout profit pour les patrons, qui au lieu d'embaucher des travailleurs supplémentaires préfèrent exploiter sans limite ceux qui sont employés.

Les capitalistes de Grosse Montagne se moquent éperdument de notre santé et de notre vie de famille.

Et c'est bien pour cela qu'ils nous imposent des conditions de travail dignes de la période de l'esclavage.

LE SALVADOR AU BORD DE LA GUERRE CIVILE

Lors des funérailles de l'évêque Romero, assassiné par l'extrême-droite la semaine dernière, c'est dans un véritable bain de sang qu'ont été précipités les milliers de gens qui assistaient aux obsèques.

Plusieurs bombes éclatèrent au milieu de la foule ; après quoi un mitraillage systématique s'en suivit. On releva plus de trente huit morts et 80 blessés. Et dans la panique générale, plusieurs personnes, femmes âgées et enfants périrent étouffés ou piétinés au milieu d'une marée humaine de près de 100.000 personnes affolées.

La froide détermination avec laquelle ce massacre horrible a été préparé et organisé montre que l'extrême droite n'est prête à reculer devant quoi que ce soit pour réprimer tous ceux qui s'opposent au pouvoir en place.

Car c'est bien l'extrême droite et la junte gouvernementale qui sont responsables du massacre, même s'il est difficile de savoir qui, de l'extrême droite et ses polices parallèles ou de l'armée officielle est directement l'auteur du massacre. Mais cela importe peu quand on sait la nature des liens qui, dans ce pays, unissent étroitement l'appareil d'état officiel et l'extrême droite armée, impunie, protégée par l'état. Le fait que tout de suite après le massacre, la junte ait fait porter la responsabilité des évènements sur la gauche et l'extrême gauche salvadorienne est révélateur. La machination sanglante est bel et bien dirigée contre les organisations politiques et syndicales de gauche, d'extrême gauche,contre les militants qui luttent pour le renversement de la junte militaire au pouvoir.

Le fait est que les victimes sont toutes des gens du petit peuple, des travailleurs hommes et femmes, des jeunes, qui en se rendant par dizaines de milliers aux obsèques du religieux Romero ont aussi voulu démontrer leur opposition à la dictature. Car Romero, bien que religieux, était considéré comme l'un des défenseurs des paysans pauvres et du petit peuple salvadorien, n'hésitant pas à attaquer ouvertement la junte. C'est pour cela qu'il a été assassiné. La junte et les commandos d'extrême droite veulent réduire au silence toute la gauche du pays et en fait c'est une sorte de guerre civile qui s'installe petit à petit depuis des mois dans le pays.

Depuis plus d'un an, la dictature frappe,d'une répression absolument féroce. Face à cela, l'extrême gauche répond par des actions terroristes de plus en plus fréquentes et par des occupations d'ambassades avec prises d'otages, d'où l'enchainement de la répression que connait le pays actuellement. C'est tous les jours que des combats de rues, des accrochages entre l'armée et les groupes d'extrême gauche éclatent et tous les matins dans les rues ce sont des dizaines de morts que l'on relève car l'armée en profite pour procéder à de véritables ratonnades, réprimant aveuglément, faisant payer à toute la population l'action des organisations d'extrême gauche.

La junte actuelle dirigée par les colonels Adolfo-Arnoldo-Mazano et Jaime Abdul Gutierez a pris le pouvoir le 15 octobre dernier après avoir renversé le dictateur Romero avec l'accord des USA. Ils avaient justifié leur coup d'état par leur volonté de procéder à des réformes. La première fut le décret d'augmentation du salaire des ouvriers agricoles, mais les propriétaires refusèrent d'appliquer les augmentations de salaire, et les ouvriers agricoles qui occupèrent les terres pour les y contraindre furent mitraillés par les forces armées du gouvernement, il y eut 25 morts.

Mais la réforme qui pouvait apparaitre comme la plus spectaculaire et qui en fait fut réduite à néant fut l'occupation des grands domaines par l'armée. Sur les 376 propriétés de plus de 500 hectares, 289 furent occupées par l'armée. Le gouvernement promet de redistribuer ces terres aux paysans. En fait cela n'est qu'une grossière manœuvre. Il ne s'agit pas pour la junte de s'attaquer à la fortune des gros latifundistes. Dans le cas où cette réforme interviendrait (ceci apparait de plus en plus improbable), ces riches se verraient remboursés par des bons gouvernementaux à court terme.

Pour l'heure, en tout cas, ces gros propriétaires pratiquent la politique de la terre brulée. Ils s'empressent de se débarrasser de leurs biens, cherchent à liquider le cheptel et ne maintiennent pas les cultures.

Le million et demi de paysans sans terre risque donc d'hériter de cette situation bien désastreuse, dans le cas où ils obtiendraient les terres.

Pour la junte donc, il s'agit à la fois de désamorcer le mécontentement populaire par des réformes même timides et limitées et en même temps de ménager l'oligarchie terrienne et financière du pays. En même temps que les réformes elle décrétait donc l'état de siège et réprimait les organisations de gauche et d'extrême gauche, les paysans.

Car depuis la victoire des sandinistes au Nicargua et le renversement du dictateur Somoza, la population de plusieurs pays d'Amérique Centrale et celle du Salvador en particulier s'est trouvée enhardie et encouragée. La victoire sandiniste au Nicaragua a créé inévitablement des possibilités révolutionnaires plus grandes contre les dictatures latino-américaines.

La junte militaire du Salvador et l'impérialisme américain craignent les risques de contagion.

Mais malgré le langage «réformateur» et parfois même radical que tiennent les colonels au au pouvoir, la population du Salvador ne semble plus vouloir se contenter de mots. Pour elle aujourd'hui, le visage de la junte n'est pas celui des réformes mais du mitraillage, des assassinats, de la répression quotidienne, du massacre. La situation parait irréversible, et tout comme en Iran ou au Nicaragua, la colère populaire n'ayant de cesse de s'exprimer, les jours de la dictature pourraient être comptés.

P.J.C.

LETTRE OUVERTE AU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Procureur de la République,

Nous savons l'intérêt que vous portez au maintien de l'ordre colonialiste en Martinique, surtout depuis ces derniers temps. Peuvent en témoigner les procès intentés à Cabort-Masson et au Journal «Le Naïf», pour avoir écrit et publié quelques lignes contre les gros propriétaires fonciers martiniquais. Nous avons pu apprécier aussi l'appel «a minima» intenté contre les jeunes de l'Affaire de Schœlcher, dans le but de les faire condamner plus lourdement par le tribunal. Pour empêcher que l'ordre colonial ne soit plus troublé par les balayeuses de rues de Fort-de-France qui se plaignaient d'avoir été agressées par des Français, vous avez avec promptitude ouvert une «information contre X..» pour propos de nature à troubler l'ordre public.

Tout cela n'est que broutilles ! Nous avons l'honneur de vous signaler les agissements particulièrement répréhensibles d'un individu qui passe son temps à semer le trouble dans ce pays. Nous voulons parler du sieur Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. . .

Ce monsieur a commencé par inventer la présence de «cubains» à la Martinique, venus pour y «déstabiliser» on ne sait trop quoi, et cela au risque de brouiller le gouvernement français avec un éventuel client et de compromettre le succès du voyage de Stirn à la Havane.

Continuant sur sa lancée, et faisant preuve de la grossièreté et du mépris raciste le plus évident, il a menacé de botter les fesses des fonctionnaires guyanais pas assez rapides à exécuter ses ordres.

De tels propos, joints à l'envoi de 220 gardes mobiles ont provoqué des réactions tranchées, au point que plusieurs centaines de trublions ont tenu conférence publique pour réclamer la «sécession» tandis que d'autres dénonçaient la «mission civilisatrice» des gardes mobiles par affiches, graffitis et inscriptions portés nuitamment sur de nombreux murs martiniquais.

Il est certain que les actes du sieur Dijoud ne peuvent que vous compliquer une tâche suffisamment ardue, consistant entre autres à ne pas découvrir les actes racistes là où il y en a et à pourchasser ceux qui comme les jeunes de Schœlcher essaient de résister aux racistes !

Monsieur le Procureur de la République, il faut mettre fin à cela ! Il faut mettre le sieur Paul Dijoud hors d'état de nuire à la présence française, ici ! Il faut inculper le sieur Dijoud de propos tendancieux et de fausses allégations de nature à troubler l'ordre public et en l'espèce à favoriser les «menées indépendantes» aux Antilles !

Faites votre devoir, Monsieur le Procureur de la République !

P.c.c.
Jacques BRUEL

DANS LES LEP : UNE SITUATION INTOLERABLE

Les élèves des LEP se sont pendant 10 jours mis en mouvement pour soutenir leurs camarades de Baimbridge. Ceux de Capesterre, du Lamentin, de Morne à l'Eau, de Moule ont tour à tour déclenché des mouvements de grève, des manifestations, des meetings devant la porte des établissements ou à l'intérieur. Plusieurs dizaines d'entre eux se sont rendus à la manifestation du mardi 25, à Pointe-à-Pitre aux côtés de ceux de Baimbridge et de Carnot II.

C'est dire combien tous ils ont ressenti la nécessité d'une riposte la plus large possible à la décision unilatérale du Recteur Chaudet de transférer certaines sections du LEP Baimbridge à Baie-Mahault. Pour ceux des LEP particulièrement, cela est apparu d'autant plus révoltant qu'ils sont de façon permanente les plus grandes victimes de l'incurie du pouvoir en matière d'enseignement. Véritables laissés pour compte de l'enseignement, ceux des ex «collèges d'enseignement technique» rebaptisés Lycées d'Enseignement Professionnel, sont en fait les futurs ouvriers. Et, en tant que tels, ils subissent une véritable discrimination sociale de la part de l'administration, au sein même des établissements. Le manque de matériel, de professeurs, fait encore plus cruellement défaut qu'à ceux des autres établissements. On remarque que le nombre d'heures de cours est aussi deux fois plus important au LEP qu' au lycée d'enseignement moderne, par exemple. On impose aux élèves des LEP, 40 heures de cours par semaine contre 28 à un élève du LEM. Ces horaires exténuants sont les mêmes que l'on impose à des ouvriers dans les entreprises. La discipline aussi est bien plus stricte dans les LEP.

Bref, il faut, pour l'administration apprendre aux élèves des écoles à se soumettre docilement à un tel régime. Cela est une façon d'initier les élèves à leur future vie de bête de somme du capital, dans les entreprises. Il faut remettre aux patrons de bons petits travailleurs, bien dociles, habitués à obéir et à se taire. Voilà ce que sont les LEP.

Les élèves de ces établissements qui périodiquement, presque chaque année se mettent en mouvement contre les mauvaises conditions qu'on leur impose, ont raison de se battre. Mais puisque dès l'école, on leur fait subir une véritable discrimination de classe, comme la subissent les travailleurs dans cette société, eh bien ! dès l'école, eux doivent réagir en retour et s'organiser. En tant que futurs travailleurs, ils ont tout intérêt, comme le font déjà certains d'entre eux dans quelques établissements, à se regrouper et créer leur propre organisation et se battre pour leurs propres revendications.

En particulier, dans le dernier mouvement de Baimbridge, les élèves du LEP n'ont pas créé une telle organisation alors que ce sont pourtant bien ceux du LEP qui sont menacés au premier chef et que l'administration veut déplacer.

Les jeunes des LEP n'ont que bénéfice à tirer d'un tel regroupement, car au delà de la lutte pour la satisfaction de revendications immédiates, ils peuvent mettre à profit toutes ces expériences, d'organisation et de lutte au LEP pour être plus aptes , demain,à s'organiser et organiser leurs camarades de travail. Pour lutter contre l'asservissement capitaliste que les patrons voudront leur imposer dans les entreprises.

P.J.C.

Jeunes de Schoelcher

SUITE DE LA PAGE 1

cellule. A ce moment là, la campagne qui s'était déjà organisée pour la libération des jeunes prit un tour nouveau. Réunions publiques, tracts, communiqués et manifestations de rues se multiplièrent jusqu'à la libération des jeunes, juste avant le 14 juillet 1979. Mais le pouvoir colonial n'avait pas renoncé à frapper, et c'est ainsi que les policiers réprimèrent sauvagement les manifestants du 14 juillet qui réclamaient la vérité sur la mort de Chloë. A l'issue de cette manifestation, on ramassa inanimée Madame Lacrampe, qui mourut à l'hôpital de Fort-de-France quelques jours après.

Par la suite, la mobilisation ne se démentit pas et ce furent plusieurs centaines de personnes qui furent présentes aux procès du mois de novembre, et aussi au procès en appel de février.

Aujourd'hui, l'affaire est terminée, mais c'est continuellement que la situation coloniale prépare le terrain pour d'autres agressions comme celle perpétrée par les militaires en 1979 à Schœlcher. C'est continuellement qu'ont lieu des incidents racistes du même type ! Et c'est régulièrement que le pouvoir colonial, sa police, sa gendarmerie et sa justice interviennent contre la jeunesse des Antilles qui lutte et qui manifeste sa dignité !

Mais là encore, la répression que tous les tenants du pouvoir colonial brandissent se révèle incapable de faire céder les jeunes qui sont déterminés à lutter contre les agissements des racistes et des colonialistes !

J.B.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728